



21 juin 2011

**Réponse du SPEGNN à la
CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE PROJET DE DEPLOIEMENT
D'UN SYSTEME DE COMPTAGE EVOLUE GAZ**

Question 1 :

Pensez-vous que les fonctionnalités de base proposées par GrDF sont satisfaisantes et de nature à améliorer le fonctionnement du marché du gaz ?

Oui.

La fluidité du fonctionnement du marché dépendra aussi de la qualité des systèmes d'échanges de données entre les différents acteurs

Question 2 :

Pensez-vous que les fonctionnalités complémentaires proposées par GrDF sont satisfaisantes et de nature à améliorer le fonctionnement du marché du gaz ?

Oui. La fluidité du fonctionnement du marché dépendra aussi de la qualité des systèmes d'échanges de données entre les différents acteurs

Question 3 :

Etes-vous favorables à ce que la redondance spatiale des concentrateurs soit retenue dans le périmètre du projet proposé par GrDF ?

Le bon fonctionnement de la solution radio retenue par GRDF est lié à la mise en œuvre de mécanismes de redondance spatiale et temporelle

Le SPEGNN s'est déjà exprimé en GT5 au côté de GrDF sur les impacts techniques négatifs liés à la proposition de Poyry et Sopra de réduire le poste financier (et donc le nombre de concentrateurs) "Installation de l'infrastructure de communication"

On peut noter que la stabilité maximale atteinte (proportion de compteurs ayant émis correctement les index tous les jours) n'a été que de 77% lorsque la redondance spatiale n'a pas été mise en œuvre, ce qui apparaît comme un taux très faible.

Aussi, nous considérons que la redondance est indispensable. Nous nous interrogeons s'il ne faudrait pas, même avec une redondance spatiale des concentrateurs, envisager l'intégration d'une mémoire dans le compteur pour enregistrer sur 3 ou 4 jours les index relevés

Question 4 :

A niveau de qualité équivalent, seriez-vous disposés à accepter une mise à disposition des données plus tardive permettant ainsi de limiter le nombre de concentrateurs posés ?

La redondance spatiale ne sera pas remplacée par la redondance temporelle. Si le nombre de concentrateurs déployés n'est pas suffisant les données relevées ne remonteront pas vers le SI (que ce soit le jour J ou J+1, J+2, ...)



21 juin 2011

En « situation dégradée », un délai maximum de 4 jours calendaires est acceptable en cas de transmission décalée des informations, compte tenu des contraintes liées à la facturation en fin de mois.

Question 5 :

Selon vous le déploiement systématique d'un afficheur déporté est-il opportun ?

Les actions de MDE dépendent fortement de l'interface de l'outil de restitution et d'analyse des consommations. Un afficheur déporté ne sera certainement pas un outil suffisant pour de réels gains liés à la MDE.

Par ailleurs, un tel équipement n'aura de valeur ajoutée que pour les clients ayant une consommation « significative » de gaz (chauffe-eau, chauffage, et plus).

Afin de réduire les coûts de déploiement et l'impact financier pour le client final, cette fonctionnalité n'est donc pas à retenir en systématique.

Question 6 :

Etes-vous favorable à ce que la mise en place systématique d'une vanne de coupure à distance ne soit pas retenue dans le périmètre de la solution ?

L'aspect positif de la nouvelle technologie AMR est un argument important pour faire accepter le nouveau compteur par le client. La perception par celui-ci que le GRD pourrait interrompre via l'électrovanne sa desserte en gaz sans même le contacter pourrait le conduire à une perception négative de cette nouvelle technologie.

L'approche devient différente s'il s'agit, via cet organe de coupure, de contribuer plus efficacement à la sécurité (la fonction de fermeture en cas de problème pour accélérer l'intervention de l'exploitant même si la fiabilité d'un tel système ne peut être garantie à 100%).

Cependant, en final, une telle fonctionnalité n'apporterait que peu de valeur ajoutée, la fiabilité ne pouvant pas être garantie avec certitude en cas de fermeture télécommandée pour des raisons de sécurité.

Nous sommes donc favorables à ne pas retenir en systématique la mise en place d'un tel organe de coupure vu son coût prévisionnel.

Question 7 :

Etes vous favorable aux modalités de déploiement envisagées dans le scénario de référence (durée, volume, etc.) ?

Oui, sous réserve que les ELDs puissent comme GrDF approvisionner les matériels nécessaires à la mise en place de cette nouvelle technologie.

Il serait souhaitable que pendant la nouvelle phase expérimentale (phase de pré déploiement) à venir, un volume d'équipement soit dédié aux ELDs volontaires pour pouvoir elles aussi monter en compétence et acquérir un retour d'expérience sur les nouvelles technologies.

Pour la généralisation à l'horizon 2014-2015, si elle est décidée, le planning de déploiement devra être adapté aux ELD, (comme cela est d'ailleurs prévu pour AMM : Décret no 2010-1022 du 31 août 2010 relatif aux dispositifs de comptage sur les réseaux publics d'électricité en application du IV de l'article 4 de la



21 juin 2011

loi no 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité).

Question 8 :

Quel est votre point de vue sur les opportunités permises par le développement des systèmes de comptage évolué en gaz ?

Pour les fournisseurs, le projet AMR apportera de nombreuses possibilités nouvelles : facturation juste, index de changement de fournisseur réel et non plus estimé, création de nouvelles offres commerciales, ... De nouvelles prestations et de nouveaux services pourront par ailleurs être créés autour de la MDE et d'interfaces « multi énergies »

Quant aux GRD, ils profiteront de la justesse de la relève pour la facturation de l'acheminement sans avoir à utiliser les index estimés ou le profilage. Les dysfonctionnements compteurs et les fraudes pourront être détectés plus rapidement.

Question 9 :

Quel est votre point de vue concernant l'appréciation des gains de MDE liés à la mise en œuvre du système de comptage évolué proposé par GrDF ?

Le gain de MDE ne sera sensible que pour les consommateurs de gaz ayant une utilisation « importante » (chauffe-eau, chauffage, et plus). Des gains notables sont sans doute possibles, mais sur une échelle de temps certainement longue car liés à des changements d'habitude d'utilisation.

Question 10 :

Selon vous, l'envoi plus fréquent qu'actuellement de données de consommation réelle est-il nécessaire pour réaliser des gains de MDE ? Si oui, pouvez-vous en préciser les modalités (fréquence, support, coût, acteur responsable, etc.) ?

Une fréquence journalière est sans doute nécessaire pour que le client final puisse voir l'impact de ses actions de MDE sur sa consommation. Une fréquence horaire n'aura d'intérêt que pour les clients à forte consommation (installation collective, client tertiaire).

Le support Internet reste le plus pratique pour une bonne actualisation des données de consommation. Le GRD pourrait être à l'origine de la mise à disposition de cette information via internet, les services liés à la MDE étant cependant portés par les fournisseurs.

Question 11 :

Etes-vous favorable à la mise à disposition gratuite par GrDF des données de consommation réelle sur un site Internet dédié et sur des supports adaptés aux personnes ne disposant pas d'un accès Internet ?

Oui pour l'accès gratuit aux données via Internet. Il faut cependant noter que sauf exception le client final n'a aucun lien contractuel avec le GRD

Les mécanismes ne pourront fonctionner que s'ils sont totalement automatisés et les moyens d'envoi de données de consommations à l'attention du client final devront être très standardisés.

9



21 juin 2011

La mise à disposition de données de consommations autrement que par internet ne pourra être que marginale. Si exceptionnellement la mise à disposition de ces données doit se faire par courrier, cela aura un coût pour le GRD et cette prestation devra donc être payante, au même titre que l'envoi de duplicata de documents.

Question 12 :

Que pensez-vous de la mise en œuvre d'un mécanisme de régulation incitative spécifique au projet de comptage évolué de GrDF ?

Sur les indicateurs de performance du système, nous sommes favorables, le principe étant similaire aux indicateurs déjà fournis actuellement à la CRE (taux de relève 6M, mise à disposition de relevés JJ, ...).

Il devrait s'agir d'une incitation positive, les distributeurs étant déjà naturellement pénalisés en cas de difficultés avec le déploiement de l'AMR.

Pour les indicateurs d'investissement et de coûts liés au déploiement de l'AMR, il faut d'ores et déjà noter que les coûts d'un GRD à l'autre seront sans doute notablement différents.

Question 13 :

Que pensez-vous de la proposition de couverture des coûts échoués en cas de non déploiement généralisé du projet de comptage évolué ?

Nous sommes favorables à cette disposition de couverture de ces coûts par l'ATRD.

Question 14 :

Que pensez-vous de la proposition de rémunération des immobilisations en cours de la phase de construction de la solution pour le projet de comptage évolué ?

Nous sommes favorables à cette disposition.

Si la décision de déploiement généralisé est prise, les surcoûts occasionnés par la mise en place d'un tel système dans les ELD devront être compensés par l'ATRD.

Les SI des ELDs dans ce nouveau contexte devront aussi subir des développements spécifiques, cette disposition de prise en charge des surcoûts via l'ATRD devra également être appliquée.

Question 15 :

Que pensez-vous de la demande de GrDF relative à la couverture par le futur tarif ATRD4 des coûts d'exploitation engagés par l'opérateur au titre du projet lors de la période tarifaire actuelle ?

Nous sommes favorables à cette disposition.

Le tarif ATRD4 arrivant en décalé pour les ELDs, et celles-ci pouvant avoir à anticiper des investissements pour le projet AMR pour être en phase avec le planning GrDF, cette proposition devra également être étendue au cas par cas.

Les coûts des expérimentations devront être couverts par l'ATRD (y compris la part relative au gaz naturel pour les expérimentations mixtes mises en œuvre par certaines ELD)



21 juin 2011

Question 16 :

Etes-vous favorable au lancement de la phase de construction de la solution du projet de comptage évolué de GrDF dans les conditions de régulation envisagées ?

Oui, très favorable

Question 17 :

Avez-vous toute autre remarque sur le projet de comptage évolué de GrDF ?

Un point important à noter : l'impact financier pour les ELDs pourra être notablement différent des conclusions de l'étude SOPRA, pour des raisons d'échelle. L'effet d'échelle est réputé défavorable pour les ELD compte tenu de leur taille par rapport à GrDF, à la fois dans l'accès aux matériels (pouvoir de négociation moindre), sur les coûts de R&D et SI plus difficiles à foisonner sur nos territoires.

Une interrogation : le module radio intégré au compteur ou connecté à celui-ci doit permettre de transmettre les index à des concentrateurs pendant 20 ans : peut on garantir la fiabilité de la pile sur une aussi longue période ?

Les impacts liés à l'installation des nouveaux compteurs seront à prendre en compte au niveau des capacités techniques et humaines des ELD (multiplication par 4 ou 5 du nombre de compteurs avec module radio à mettre en place par rapport au renouvellement dans le cadre de la VPE traditionnelle)

Le Président du SPEGNN

Philippe PIVARD